

Villeurbanne

Une femme enceinte et sa famille abritées dans une école

Les enseignants de l'école ne cachent pas leur inquiétude pour cette famille albanaise présente en France depuis plusieurs années. La maman, enceinte de 8 mois, n'a pas d'autre lieu où dormir que le gymnase de l'établissement. Les enseignants ont organisé un goûter solidaire pour lui venir en aide.

Le 29 janvier, un enfant de 7 ans, sa mère enceinte et son père se sont retrouvés à la rue. « Elle est dehors toute la journée, ce ne sont pas des conditions favorables pour une grossesse », se lamente l'enseignante du fils aîné. « L'arrivée du bébé inquiète beaucoup, les services médicaux la suivent de près, complète son collègue, elle fait régulièrement des séjours à l'hôpital. »

« Ils ont perdu toutes leurs affaires »

« Ils étaient en sous-location, raconte l'enseignante. Ce soir-là, le locataire les a mis dehors en se faisant passer pour la police. Ils ont eu très peur et sont partis sans rien prendre. Ils ont passé la nuit dehors et ont perdu toutes leurs affaires. »

Dès le lendemain, le collectif



Des enseignants de l'école Berthelot se sont regroupés dans un collectif "Jamais sans toit" pour soutenir une famille à la rue. Photo Claudine Spiès Barret

"Jamais sans toit de l'école s'est mobilisé pour que cette famille ne passe pas une autre nuit dehors. Il a financé quelques nuits d'hôtel. « À partir du 3 février, nous n'avons pas eu d'autre solution que d'héberger cette famille dans le gymnase de l'école », en attendant que les services de la préfecture, en charge de l'hébergement d'urgence, prennent le relais, relate Élodie, membre du collectif.

« Malgré toutes les alertes, aucune autre solution n'a été proposée », déplore-t-elle.

Les parents de l'école solidaires

« Parce que les enfants ne peuvent pas construire un parcours scolaire en dormant dans la rue, parce qu'ils sont en danger dehors, nous poursuivons l'occupation et les actions pour aider cette famille. » Élodie souligne

que l'hébergement est un droit inconditionnel, qui doit être garanti par l'État.

Un goûter solidaire s'est tenu le 6 mars devant l'école, pour venir en aide à la famille et lui financer quelques nuits d'hôtel. Il a rencontré un vif succès. « Les parents sont solidaires, ils ne roulent pas sur l'or, mais beaucoup sont généreux », commente Élodie. À l'image d'une maman, qui lance : « Heu-

D'autres établissements accueillent des familles

Sur la métropole lyonnaise, "Jamais sans toit" recense à ce jour 344 enfants à la rue. À Villeurbanne, les écoles Niki-Saint-Phalle et Albert-Camus viennent d'ouvrir leurs gymnases, s'ajoutant à Château-Gaillard, Anatole-France, Saint-Exupéry et Renan, ainsi qu'aux collèges Leroux et des Iris, qui hébergent également des familles. "Jamais sans toit" demande « que la Convention internationale des droits de l'enfant, dont la France est signataire soit respectée, [...], que soient protégés tous les enfants, et qu'ils ne connaissent ni le froid ni l'angoisse de leurs parents face à cette situation dramatique, [...] et que la préfecture du Rhône héberge tous les enfants sans toit de manière inconditionnelle, comme le stipule la loi » ; car c'est l'État qui gère l'hébergement d'urgence.

reusement qu'il y a une école qui se mobilise, et ce n'est pas la première fois », faisant référence aux autres écoles villeurbanaises dont le personnel s'est mobilisé pour accueillir des familles sans domicile.

De notre correspondante Claudine Spiès Barret

Le collectif a ouvert une cagnotte pour aider la famille : <https://www.helloasso.com/associations/soli9/formulaires/37>

Villeurbanne

Menaces et propos sexistes tagués sur la façade du lycée Alfred-de-Musset: deux plaintes déposées

Des inscriptions ciblant l'un des membres du corps pédagogique de l'établissement ont été découvertes jeudi matin.

La façade du lycée des métiers Alfred-de-Musset, rue de la Poudrette à Villeurbanne, a été taguée ce mercredi 4 mars. Des propos sexistes et menaçants ont été rédigés, ciblant notamment la conseillère principale d'éducation stagiaire (CPE), confie le rectorat académique de Lyon.

Dès le lendemain, jeudi matin, le proviseur a sollicité les services de la Ville, qui ont rapidement effacé ces tags, comme nous le confirme la mairie de Villeurbanne.



Un mur d'enceinte du lycée a été recouvert de tags injurieux et menaçants. Photo Amjad Allouchi

La découverte de ces inscriptions étant intervenue dans la matinée du jeudi 5 mars, les dégradations ont vraisemblablement eu lieu tard mercredi soir.

Enquête en cours

Le proviseur, ainsi que la CPE stagiaire directement visée par ces graffitis, ont pris attache avec le commissariat de Villeurbanne pour déposer deux plaintes. La première au nom de l'établissement, la seconde par la CPE stagiaire elle-même. La région Auvergne-Rhône-Alpes affirme se tenir prête à faire de même. L'enquête est en cours pour retrouver le ou les auteurs de ces tags.